

FISCALITÉ

Tsunami de taxes unique au monde

La rafale d'impôts confiscatoires sur les plus riches et les entreprises promis par la Nupes s'ajouterait à des prélèvements obligatoires record. Un choc de défiance qui dévasterait l'économie française.

Des soutiens prestigieux. Jean-Luc Mélenchon a reçu l'appui officiel de Thomas Piketty, auteur du best-seller mondial *Le Capital au XXI^e siècle*. Pour l'économiste, le programme de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) marque « le retour de la justice fiscale et sociale » et « offre de bien meilleures perspectives que la majorité actuelle sur le besoin de financer les investissements nécessaires de façon juste, transparente et démocratique ». Piketty avait même participé au brainstorming du projet présidentiel de Mélenchon via le think tank Intérêt Général, qui a planché sur la taxation des successions. Disciple de Piketty, Gabriel Zucman, professeur à Berkeley, connu aux Etats-Unis pour ses travaux sur les inégalités, soutient aussi le projet Nupes, de façon moins enthousiaste : « Il a le mérite de remettre les questions fiscales au cœur du

« Au-delà d'un certain taux de prélèvement, on constate un effet négatif sur la croissance, l'innovation et les rentrées fiscales. »

Xavier Jaravel, professeur à la London School of Economics.

débat, même si on peut plus ou moins aimer certaines propositions. » Il est convaincu qu'une taxation très forte « des revenus exceptionnellement élevés » va dans le (bon) sens de l'histoire. En nous ramenant dans la période de l'après-guerre, où des impôts élevés avaient fortement réduit les inégalités.

« Plan Robin des Bois »

Avec sa rafale de taxes sur les riches, Jean-Luc Mélenchon a convaincu ces économistes qui dénoncent l'explosion du poids des fortunes, révélé par le classement des 500 premières de *Challenges* – 1000 milliards d'euros en 2021, soit une envolée de 30% en année de sortie de la pandémie. Face à ce « capitalisme parasitaire », à ces riches qu'il qualifie « d'assistés » recevant des milliards d'avantages fiscaux de l'Etat, Mélenchon a sorti la grosse artillerie, un « plan Robin des Bois » qui vise à « prendre aux riches pour distribuer aux pauvres ».

Dans son viseur, les très hauts revenus (plus de 400 000 euros par an) qui devraient en lâcher 90% à l'Etat selon son projet présidentiel, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. Et les revenus du capital, qui avaient bénéficié de la *flat tax* à 30% créée par Emmanuel Macron, seraient taxés comme ceux du travail, jusqu'à 90%. De leur côté, les gros héritiers seraient tondus : au-dessus de 12 millions d'euros, le leader d'extrême gauche « prend tout, pour financer une allocation pour les jeunes ». Et les détenteurs de patrimoine paieraient un nouvel ISF censé rapporter 10 milliards d'euros, deux fois plus qu'avant sa réforme de 2017. Les entreprises sont aussi visées. Les allègements d'impôts, comme le CICE (22 milliards) ou le crédit d'impôt recherche (7 milliards), seraient supprimés, des aides jugées inefficaces – « on va les redistribuer », promet la députée européenne Manon Aubry. Un « impôt universel » serait créé, censé recalculer la



Salle de la commission des Finances à l'Assemblée. L'opposition doit la présider.

LFI vise la commission des Finances

C'est une perspective qui inquiète la Macronie : si LFI devient le premier groupe d'opposition, elle pourra revendiquer la présidence de la puissante commission des Finances de l'Assemblée, comme le prévoit le règlement. « Le président a des pouvoirs importants », confirme Laurent Saint-Martin, l'actuel rapporteur. Il dirige les travaux,

convoque ministres et personnalités, déclenche des missions d'information, des contrôles dans les administrations en ayant accès aux dossiers fiscaux... De quoi enflammer le Palais-Bourbon. Des députés macronistes imaginent la parade. Depuis la révision constitutionnelle de 2008, le président de cette commission, élu par ses pairs,

doit appartenir à « un groupe d'opposition ». Mais pas nécessairement au plus important, même si c'est la tradition. « On appliquera la règle et on va s'affranchir de la tradition », prévoit un pont de la majorité. Avec ses collègues, il va s'efforcer de barrer la route aux Insoumis et tenter de faire élire un député de l'opposition plus modéré. ■

Assemblée nationale

